

LES FRANÇAIS
et
LA RÉPUBLIQUE

LIBRAIRIE ARMAND COLIN

Ouvrages du même Auteur

Introduction à l'histoire économique.

(Collection Armand Colin)

La France bourgeoise.

(Collection « Economies - Sociétés - Civilisations »)

Essai sur la civilisation d'Occident. I, L'Homme.

(Collection « Economies - Sociétés - Civilisations »)

Les Trois âges du Brésil. Essai de politique.

(Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques)

En préparation :

Les Bourgeois conquérants, 1780-1895.

(Collection « Destins du monde »)

Essai sur la civilisation d'Occident. II, Les Nations.

(Collection « Economies - Sociétés - Civilisations »)

*CET OUVRAGE FAIT PARTIE DE LA COLLECTION DES
CAHIERS DE LA FONDATION NATIONALE DES
SCIENCES POLITIQUES. DANS LA MÊME COLLECTION
SONT PARUS :*

Relations internationales :

8. **Les Fondements de la politique extérieure des Etats-Unis**, par Allix et divers. 480 F.
41. **La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier**, par l'Institut des Relations internationales de Bruxelles. 1.100 F.
48. **Droit international et souveraineté en U.R.S.S. L'évolution de l'idéologie juridique soviétique depuis la révolution d'octobre**, par J.-Y. Calvez, 800 F.
52. **Organisations internationales et pouvoirs politiques des Etats**, par St. Hoffmann, 1.200 F.
55. **La Politique étrangère et ses fondements**, par l'Association française de science politique. Préface de A. Siegfried, 1 000 F.
58. **Les Relations germano-soviétiques, 1933-1939**, sous la direction de J.-B. Duroselle. Préface de A. Renouvin. 700 F.
78. **Les Relations internationales de l'Allemagne occidentale**, sous la direction de A. Grosser. 800 F.

Villes et pays :

2. **Les Paysans de Morette**, par J. Garavel. 290 F.
10. **Thurins, démographie d'une commune rurale de l'ouest lyonnais**, par P. Guiot. Préface de A. Allix. 385 F.
12. **Etudes sur la banlieue de Paris**, par P. George et divers. 29 fig., 430 F.
17. **Une Ville française moyenne : Auxerre en 1950**, par Ch. Bettelheim et S. Frère. Préface de L. Febvre, 575 F.
28. **Pionniers et Planteurs de Sao-Paulo**, par P. Monbeig, 1.400 F.
35. **Vie paysanne et Technique agricole**, par A. Ramus. Préface de P. Margerit, 480 F.
40. **Etudes de Sociologie rurale : Novis (Aveyron), Virgin (Utah)**, par H. Mendras. Préface de G. Le Bras, 500 F.
43. **Economie et Sociologie de la Seine-et-Marne (1850-1950)**, par Ph. Bernard, 1.000 F.
45. **Naissance d'une grande cité, Le Mans, au milieu du XX^e siècle**, par J. Gouhier, 600 F.
67. **Sociologie des Brazzavilles noires**, par G. Balandier, 900 F.
71. **Vienne sur le Rhône. Sociologie d'une cité française**, par P. Clément et N. Xydias, 1.100 F.

La vie sociale :

3. **La Pensée syndicale française, militants et théoriciens**, par R. Goetz-Girey, 385 F.
14. **La Démocratie industrielle et les Comités d'entreprise en Suède**, par Ch. Léger. Préface de A. Marchal, 480 F.
19. **Les « Sciences de la Politique » aux Etats-Unis. Domaines et Techniques**, par H. D. Lasswell et D. Lerner. Préface de R. Aron, 770 F.
22. **Les Syndicats aux Etats-Unis. Leur force et leur originalité**, par P. Waline, 530 F.
23. **Les Forces religieuses et la vie politique. Le Catholicisme et le Protestantisme**, par A. Latreille et A. Siegfried, 480 F.
30. **Le Service de Santé en Grande-Bretagne**, par Y. Vincenot, 865 F.
53. **Les Mariages en France**, par G. Duplessis. Préface de P. Gemaeling, 700 F.
56. **La Vie de travail et ses problèmes**, par P. Naville, 600 F.
65. **La Monnaie et l'Opinion publique en France et en Angleterre, de 1924 à 1936**, par M. Perrot. Préface de J.-M. Jeanneney, 800 F.
76. **Histoire politique de la Sécurité Sociale**, par H. Galant. Préface de P. Laroque, 750 F.

La vie politique à l'étranger :

13. **Etudes politiques anglo-saxonnes : Irlande du Nord, Connecticut, New-York**, par J. Chérioux, B. Denis, M. Guillaume, 480 F.
18. **La Constitution italienne de 1948**, sous la direction de E. Crosa. Préface de J. Rivero, 575 F.
44. **Le Brésil**, par J. Lambert, 500 F.
50. **Naissance de nouvelles démocraties**, par S. D. Bailey, 650 F.
51. **Les trois âges du Brésil**, par Ch. Morazé, 650 F.
57. **Administration et Politique en Allemagne occidentale**, sous la direction de A. Gros-ser, 700 F.
68. **Le Régime politique britannique**, par A. Mathiot, 820 F.
73. **Manuel de procédure parlementaire européenne comparée**, par Lord Campion et D.W.S. Lidderdale, 900 F.
77. **La Yougoslavie socialiste**, par C. Bobrowski. Préface de G. Vedel, 750 F.

Partis et élections :

1. **Etudes de sociologie électorale**, épuisé.
5. **Régime électoral et régime parlementaire en Grande-Bretagne**, par J. Cadart, 480 F.
9. **Géographie électorale de l'Ardèche sous la III^e République**, par A. Siegfried, 385 F.
16. **L'Influence des systèmes électoraux sur la vie politique**, par M. Duverger et Fr. Goguel. Préface de A. Siegfried, 430 F.
26. **Sociologie électorale. Esquisse d'un bilan. Guide de recherches**, par G. Dupeux et Fr. Goguel, 290 F.
27. **Géographie des élections françaises de 1870 à 1951**, par Fr. Goguel, 480 F.
38. **Partis politiques et Réalités sociales**, par G.-E. Lavau. Préface de M. Duverger, 500 fr.
42. **La Structure interne des partis politiques américains**, par J.-L. Seurin. Préface de M. Duverger, 1.000 F.
47. **Le Parti libéral dans le système constitutionnel britannique**, par A. Mabileau. Préface de J.-J. Chevallier, 1.100 F.
54. **Le Parlement français**, par D. W. S. Lidderdale. Préface de E. Blamont, 800 F.
60. **Nouvelles études de sociologie électorale**, sous la direction de Fr. Goguel, 650 F.
62. **Comment la France est devenue républicaine. Les élections à l'Assemblée nationale 1871-1875**, par J. Gouault, 1.200 F.
70. **Les Partis politiques marocains**, par R. Rézette. Préface de M. Duverger, 1.300 F.
72. **Les Françaises face à la politique**, par M. Dogan et J. Narbonne. Préface de Fr. Goguel, 600 F.
74. **Partis politiques et classes sociales en France**, sous la direction de M. Duverger, 975 F.

Administration :

4. **La Modernisation des instruments de travail et des méthodes dans les administrations publiques**, par H. Puget et divers, 290 F.
21. **Essai sur la politique des subventions administratives**, par J. Boulouis. Préface de L. Rolland, 770 F.
31. **Libéralisme, Traditionalisme, Décentralisation**, par R. Pelloux, 670 F.
33. **Le Civil Service Britannique**, par P.-M. Gaudemet, 530 F.
59. **La Science et l'Enseignement de l'Administration publique aux Etats-Unis**, par G. Langrod, 500 F.
66. **L'Administration locale en France**, par B. Chapman, 800 F.

Etudes économiques :

6. **La Planification en Tchécoslovaquie. Le Plan Biennal**, par G. Braibant. Préface de P. George, 385 F.
7. **Matériaux pour une géographie volontaire de l'industrie française**, par G. Dessus, P. George, J. Weulersse, 385 F.
15. **Finances publiques et redistribution des revenus**, par H. Brochier. Préface de J. Marchal, 575 F.
20. **Etudes économiques allemandes**, par P. Lebé, R. Levassor, J. Weydert. Préface de Ed. Vermeil 385 F.
24. **Les Finances de guerre du Canada**, par J.-P. Martin. Préface de H. Laufenburger, 575 F.
29. **L'Equilibre économique international**, par J. S. Barnérias. 2^e édit., 865 F.
32. **L'Aménagement de l'espace. Planification régionale et géographie**, par J. Gottmann et divers, 385 F.
34. **La Federal Reserve et les difficultés monétaires d'après-guerre (1945-1950)**, par M. Rist. Préface de J. Marchal, 1.055 F.
36. **L'Action des grands marchés financiers sur l'équilibre monétaire**, par B. Ducros, 480 F.
37. **L'Autoconsommation agricole en France**, par A. de Cambiaire, 865 F.
39. **Les grands types de complexes industriels**, par J. Chardonnet, 650 F.
46. **Le Système « Utility » en Grande-Bretagne**, par J.-R. Bernard, 300 F.
49. **L'Aéroport de Paris**, par Cl. Postel, 650 F.
61. **Les Commerces de détail en Europe occidentale**, par J.-M. Jeanneney, 300 F.
63. **La Sidérurgie française : progrès ou décadence?**, par J. Chardonnet, 750 F.
69. **Les capitaux et la région**, essai sur le commerce et la circulation des capitaux dans la région lyonnaise, par J. Labasse, 1.800 F.
75. **Une affaire de famille au XIX^e siècle : Méquillet-Noblot**, par Cl. Fohlen, 500 F.

Essais :

11. **La Route de la Guerre totale : essai sur les relations entre la guerre et le progrès humain**, par J. U. Nef, 385 F.
25. **Témoins de l'Homme. La condition humaine dans la littérature contemporaine**, par P.-H. Simon, 3^e édit., 575 F.
64. **L'Esprit et l'Histoire. Essai sur la conscience historique dans la littérature du XX^e siècle**, par P.-H. Simon, 680 F.

A MON PÈRE

CHARLES MORAZÉ

Directeur d'études à l'École des Hautes Études
Professeur à l'Institut d'Études politiques
de l'Université de Paris

LES FRANÇAIS
et
LA RÉPUBLIQUE

GRAPHIQUES DE
JACQUES BERTIN

LIBRAIRIE ARMAND COLIN — PARIS 1956

*Dix exemplaires de cet ouvrage ont été tirés à part
destinés au général de Gaulle*

TOUS DROITS DE REPRODUCTION, DE TRADUCTION
ET D'ADAPTATION RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS
© 1956 MAX LECLERC et C^{ie}
PROPRIETORS OF LIBRAIRIE ARMAND COLIN

SOMMAIRE

EXCUSES, REMERCIEMENTS, COMMENTAIRE	13
INTRODUCTION	15
PSYCHANALISE POLITIQUE DE LA FRANCE	25
1. Réflexions préliminaires sur une psychanalyse politique	27
2. Passion du théorique	35
3. Phobie de l'économique	45
4. Malthusianisme et goût du luxe	67
5. Courage aventureux	81
6. Insécurité politique	93
DRAMES D'AUJOURD'HUI	113
7. Le pouvoir français à la remorque	115
8. Du Gouvernement provisoire au gouvernement d'occasion	141
9. Problèmes de l'Europe	153
10. Drames d'outre-mer	167
11. L'éducation en panne	179
DESTIN DE LA FRANCE, DESTIN DU MONDE	187
12. France, carrefour du monde	189
13. Les progrès du progrès : Atlantique Nord	199
14. Les accidents du progrès : continent d'Est et mers du Sud	207
15. France, force et faiblesse du monde	221
CONCLUSION	233
TROIS PROPOS...	237
... Sur la politique marocaine et tunisienne	239
... Sur la science politique en France	245
... Sur la fidélité républicaine.	251

TABLE DES FIGURES

1.	Histoire statistique des générations de France, 1801-1947	29
2.	La pyramide des âges de 1948 sculptée par 150 ans d'histoire de la France	30
3.	Les classes creuses	31
4.	Localisation de l'industrie en France vers 1780	48
5.	Localisation de l'industrie en France vers 1880	50
6.	Localisation de l'industrie en France vers 1930	52
7 à 9.	France du fer, France de droite; France du charbon, France de gauche	54
10.	Investissements français vers 1914	62
11.	Investissements anglais vers 1914	62
12.	Investissements français vers 1938	63
13.	Investissements anglais vers 1938	63
14.	Les prix en France et en Angleterre de 1820 à nos jours	64
15.	Les Français sont fidèles aux emprunts d'Etat.	66
16.	Prix, production, consommation du vin	78
17.	Prix de la viande en gros et en détail	78
18 à 20.	Français et Anglais en Amérique (XVII ^e siècle), aux Indes (XVIII ^e) et en Afrique (XIX ^e)	87
21.	Evolution des partis anglais	105
22.	Les constitutions et les partis en France	106
23.	Les partis et l'opinion en France et en Angleterre	108
24.	Caractères dominants des cinq tendances politiques françaises.	108
25.	Les partis sous les III ^e et IV ^e Républiques	110
26 à 41.	Seize cartes de géographie électorale contemporaine	124
42.	Les gouvernements de la IV ^e République	134
43 à 46.	Les prix aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France	139

47.	L'Europe industrielle vers 1880	154
48.	Les Europes de 1950	155
49.	L'Europe industrielle	159
50.	Les mondes arabes au Moyen Age	172
51.	Les mondes arabes au XIX ^e siècle	172
52.	Les mondes arabes modernes	173
53.	Démographie algérienne	173
54.	Progrès de l'énergie en France et aux Etats-Unis	181
55.	Le monde suivant la population	196
56.	Le monde suivant le commerce	196
57.	Le monde suivant les revenus	197
58.	L'élevage en France	203
59.	Votes socialistes et abstentions en 1956	217
60.	Votes radicaux et abstentions en 1928	217
61.	Populations urbaines et rurales de divers pays d'Europe	217
62 à 65.	Quatre aspects de l'Europe d'avant et d'après guerre : les socialismes, la démocratie chrétienne, les dicta- tures, le communisme	224
66.	Quelques prix mondiaux de gros et de détail	228
67.	Répartition des revenus par tête dans le monde	229
68.	Le monde politique et son cœur français	230
69.	Le rajeunissement français	233

EXCUSES * REMERCIEMENTS * COMMENTAIRE

Ce livre est fils de l'angoisse de l'hiver 1955-1956. Il a été écrit en six semaines et sans que son auteur ait pu se soustraire aux charges normales ni de son métier ni de précédents engagements. C'est donc un livre écrit surtout de nuit. Que le lecteur veuille bien excuser les incidents ou accidents d'expressions qui ont pu en résulter tant dans le texte que dans les cartes.

D'ailleurs, même composé à grand loisir, ce livre n'eût pas prétendu étudier en si peu de pages le détail de chaque phénomène : c'est de leur interpénétration, de leur assemblage en un ensemble aussi cohérent que possible qu'il se soucie. Tout ce qui est écrit ou dessiné ici n'est donc vrai qu'à petite échelle.

Mais nous osons écrire qu'à petite échelle tout ce qui est consigné ici est aussi certain que puisse l'être une affirmation de cette toute nouvelle discipline qu'est la science politique. Car il va de soi que les idées motrices du livre n'ont pas été conçues en six semaines mais en déjà vingt ans d'études et d'expériences assez multiples à l'étranger et en France.

Sa réalisation, surtout en temps si court, n'a été possible que grâce à l'extrême bienveillance de nombreux amis. Amis de longue date et amis nouveaux découverts à l'occasion de cet effort.

Aucun spécialiste ou amateur de science politique n'ignore le nom, les travaux de François Goguel, la qualité exceptionnelle de sa compétence comme de son information. Sans lui ce livre n'existerait pas. Merci aux jeunes savants Mattei Dogan, déjà très justement connu, Jean Besson, trop modeste, et évidemment Jean Meyriat. Merci à nos étudiants dont certains, me voyant en proie à cette crise d'écrire, m'ont aidé à rassembler l'indispensable (et

longue) documentation. A M. Lyonel Latty est dû le graphique 25 dont les spécialistes mesureront le grand travail qu'il a exigé.

Lequel de mes amis ignore que M. Jacques Bertin est un irremplaçable cartographe? Lui aussi a ajouté la charge, la lourde charge de la présente illustration à ses nombreuses autres charges, dirigeant le travail de l'excellente et cordiale équipe que M. Fernand Braudel, le créateur et animateur du Centre de Recherches historiques, lui a permis de rassembler à la Section des Sciences économiques et sociales de l'Ecole pratique des Hautes Etudes.

Le président André Siegfried et les membres du conseil de la Fondation nationale des Sciences politiques, à la bienveillante confiance de qui je dois tant, voudront bien me permettre de remercier particulièrement notre directeur, M. Jacques Chapsal, et notre secrétaire général, M. Jean Touchard, qui menèrent à bien la réalisation de ce livre.

Pour finir, quelques mots de méthode. Pour la représentation de la géographie électorale nous avons, comme on le fait de coutume, choisi des seuils : 10 %, 15 %, 30 % des inscrits, Le M.R.P. notamment se trouve défavorisé quand en 1956 les Côtes-du-Nord restent en blanc sur la carte n° 32 alors qu'elles accordent 14,9 % des voix au M.R.P. De même le mouvement Poujade n'apparaît pas en Moselle. Fallait-il assouplir l'interprétation de ces seuils, associer 14,9 % à 15 %? Dans ce livre court nous avons préféré les définitions brutales. Tout devra être nuancé en livres plus détaillés.

Répétons que ce livre est volontairement conçu à petite échelle, que ses conclusions donc sont valables à petite échelle. Mais celle-ci est précisément la seule qui souligne systématiquement les grands ensembles (tels que phénomènes de France, d'Union française, du monde).

Cela nous prive de Paris (qui pourtant recompose l'ensemble des phénomènes français de manière originale) et de grandes villes. Il y faudrait un autre livre. Lacune, certes! Et mieux vaut l'avouer clairement que de la dissimuler dans l'à-peu-près.

INTRODUCTION

EN FRANCE, le régime règne et ne gouverne pas : il éduque. De temps à autre, il enregistre l'inévitable en lois et décrets. Et il paraît alors d'autant plus actif et décidé qu'il s'oppose moins à la pression des événements : époques au moins d'intelligence et de clarté. Puis les contradictions internes bloquent la machine pour aussi longtemps que les événements le tolèrent, et jusqu'à ce qu'ils imposent une nouvelle fournée de décisions votées et promulguées souvent par ceux-là mêmes qui s'y étaient le plus opiniâtrement opposés.

Tout se passe comme si nos Assemblées n'étaient pas faites pour commander à la France, mais pour être des écoles où les candidats au pouvoir apprennent à administrer sous la dictée des événements.

Le hiatus énorme entre ce que les candidats au pouvoir se proposent et ce que les événements leur imposent explique la fragilité de nos gouvernements. Aussi intensive que soit l'éducation politique que les événements administrent à Députés et Sénateurs, elle ne leur donne compétence positive que sur un petit nombre de problèmes. Ces problèmes résolus, dans le sens imposé par l'événement, le gouvernement en place se trouve en face de problèmes inattendus qui le prennent au dépourvu. Vite donc, une équipe neuve, ou au moins partiellement renouvelée, pour les postes mis en cause!

Et ceci dans le meilleur des cas; car il en est de moins bons, quand c'est le gouvernement lui-même qui devient école.

C'est en l'exerçant que nos hommes d'Etat apprennent leur métier. Car, pour ses professeurs, ses techniciens, les plus humbles de ses fonctionnaires, la France exige compétence prouvée par culture générale : bachot, universités et écoles spécialisées, examens et concours. Elle est, là, beaucoup plus exigeante que la plu-

part des nations du monde, lesquelles donnent volontiers leurs chances à des compétences reconnues plus par l'efficacité que les titres. S'agit-il du pouvoir? plus aucun souci. Beaucoup moins qu'en pays anglo-saxons où les grands partis ont recrutement exigeant, bureau d'études, écoles, instituts de travail. Et encore moins, évidemment, qu'en Russie où l'exercice du pouvoir s'apprend longuement. En France, l'éducation politique s'improvise « sur le tas ». Dans le meilleur des cas, dans l'administration de la commune ou du département. Dans les plus rapides des cas (toujours plus nombreux), au sein même du Conseil des Ministres.

Au lendemain des élections du 2 janvier 1956, le président d'un parti qui fut l'un des plus grands de France, évoquant le problème d'Algérie, l'essentiel de l'heure, déclara au sortir d'une consultation où on le pria de participer au pouvoir : « conversation très intéressante avec le Président Désigné, j'ai appris beaucoup de choses ». Qu'avait-il donc pu enseigner et faire enseigner à ses propres électeurs? Et ceux-ci n'eussent-ils pas tiré bénéfice d'une information plus précoce de quelques semaines?

Il y aurait une belle étude à faire sur la proportion d'hommes politiques montés au pouvoir, non à cause de leur longue préparation à la politique qui correspond aux nécessités de l'heure, mais à cause de leur prise de position hautement contraire à la politique qu'ils appliqueront. C'est ainsi que se forment les majorités. M. Robert Lacoste, parce que socialiste, peut pratiquer en Algérie une politique d'autorité et d'occupation militaire contraire au programme électoral socialiste, politique qui fut interdite à M. Jacques Soustelle, ancien porte-parole du général de Gaulle et dès longtemps attaché à cette politique. Ainsi le général Kœnig avalise la paix de Genève, et le maréchal Juin, la déclaration de Carthage.

Ce serait à peine un paradoxe d'écrire que d'avoir dès longtemps prévu une politique nécessaire est, en France, le bon moyen de n'être jamais appelé à la réaliser.

Evidemment, il serait tentant d'écrire qu'il s'agit là d'une dérision, que c'est indigne de notre cartésianisme et de notre grandeur...

Notre devoir est tout différent. Nous avons voulu, non pas critiquer (journaux et revues nous abreuvent de critiques), mais comprendre.

Comprendre, c'est-à-dire à la fois comparer avec ce qui se fait ailleurs et comparer avec ce qui s'est fait en France autrefois. Or la comparaison avec l'étranger nous montre que la France ne se sépare pas radicalement des nations voisines où nous aurions bien tort de croire que gouverner c'est toujours prévoir et bien prévoir. Nous avons donc retenu une demi-douzaine d'attitudes politiques françaises, et cru remarquer que les unes étaient propres aux pays latins, d'autres, aux pays du continent eurasiatique, d'autres, aux pays d'Amérique du Nord ou du Sud. Et peut-être notre incohérence n'est-elle que la somme des incohérences voisines. Notre faiblesse? Evidemment, mais aussi notre gloire!

Chez nous, cela ne date pas d'hier : le gouvernement provisoire issu de la révolution socialisante de 1848 ne se douta guère qu'il était le fondateur direct d'une Banque de France toute puissante, d'un Comptoir d'Escompte modèle des institutions financières capitalistes, le fondateur indirect des grandes compagnies privées de chemins de fer. L'enthousiasme populaire qui accueille la Chambre de front populaire se doutait-il que cette Chambre-là porterait un maréchal de France au pouvoir monarchique? Et les électeurs du Rassemblement du Peuple français se doutaient-ils qu'ils portaient à l'Assemblée les hommes qui, après une longue opposition, soutiendraient le gouvernement de M. René Mayer aujourd'hui président de la Communauté européenne, puis le gouvernement de Dien Bien Phu, enfin les gouvernements de l'abandon de l'Indochine et de la réorientation de la politique africaine?

On dira que nos régimes parlementaires ou d'assemblée ont le privilège de cette incohérence. Mais Napoléon III a promulgué le règlement de 1862 instaurant le strict contrôle financier, faisant institution, pour au moins un siècle, des attitudes qui ont été les plus contraires à ce qu'il avait souhaité pour lui-même, pour sa politique industrielle et militaire.

Le général de Gaulle lui-même se doutait-il — au temps de

ses livres plus que prophétiques, remarquables par le sens qu'ils donnent à notre histoire — qu'il serait président des seuls gouvernements où le communisme put faire prévaloir quelques-unes de ses innovations économiques et sociales, comme aussi du gouvernement inaugurant en Syrie et au Liban les difficultés de la France musulmane? Qu'il ait été lui-même comme créateur, animateur, chef de la France libre, c'est qu'il était soustrait alors aux nécessités internes de la France.

Les communistes eux-mêmes se doutaient-ils, en coopérant si activement à la mise en place des institutions de nationalisation et des organismes d'assurances sociales, qu'ils donnaient ainsi au libéralisme les institutions nécessaires à sa résurrection dans les années 50?

Etonnante France : elle utilise ses fils selon ses besoins et non point selon leurs vœux. Elle est complexe, contradictoire, exigeante, changeante, parfois indifférente et parfois révoltée, pacifique jusqu'à l'engourdissement, puis belliqueuse jusqu'à l'incompréhension. C'est que se croisent en ses terres toutes les contradictions du monde. Aucun pouvoir ne peut vraiment prétendre à commander la France : la France commande à ses pouvoirs.

De ce fait, une série d'études nous paraît vaine : toutes celles qui prétendent étudier *dans l'abstrait* les Constitutions, les mécanismes politiques de la France. Rien ne se peut comprendre sans étude préalable de la France même, de sa géographie et de son histoire. Rien ne se peut réformer dans le gouvernement de la France qui ne soit d'abord réformé dans la vie même et les mœurs de la France. Et la réforme des mœurs de la France ne se peut faire que dans la mesure où les évolutions des diverses régions du monde, qui toutes plus ou moins se nourrissent de la France et la nourrissent, le permettent.

Avec ou sans territoires d'outre-mer, vaincue ou victorieuse, pacifique ou révoltée, la France ne se comprend qu'à l'échelle du monde. Non certes en vertu d'un décret divin faisant des Français des citoyens du monde d'une essence supérieure, mais tout simplement parce que la position géographique de la France dans

le monde fait d'elle, depuis des siècles, et sûrement encore pour plusieurs décennies, un carrefour exposé à tous les vents du monde.

Des Français voudraient-ils être Suisses, ils ne le pourraient qu'en quittant leur sol pour se mettre à l'abri des montagnes. Et tout étranger qui vit en France est façonné par la nature française, exposé aux quatre vents de l'esprit du monde.

Pensaient-ils à courir l'Europe en uniforme, les jeunes enthousiastes de la Révolution de 1789? Et les Français pacifiques applaudissant au Ministère des Loisirs en 1936 savaient-ils ce que le destin du monde leur préparait? Les mots : « la France seule », qu'ils soient dits par la gauche ou par la droite, sont une absurdité. Passe pour l'Amérique du Nord, ou la Russie, ou le bouclier scandinave, ou l'Inde entre Océan et Himalaya (encore qu'eux-mêmes...). Mais la France ce n'est ni Metz ni Lille ni Marseille ni Gap ni Bressuire, c'est leur coexistence. Paris, c'est la Concorde, entre République et Arc-de-Triomphe.

Reste que, tout de même, on pourrait dégager la France du **XX^e** siècle de quelques-unes des vieilleries qu'y ont accumulées le **XVIII^e** et le **XIX^e** siècle. Reste qu'on pourrait souhaiter moins d'antiquaires et plus de maisons neuves, un pouvoir cessant de s'asseoir dans le mobilier Louis XV au milieu des tapisseries et des dorures royales et exigeant une architecture et un mobilier administratif moins historique et plus fonctionnel, en rendant le passé aux musées du peuple, qui y a bien droit, et en construisant pour l'avenir.

Mais avant de conclure sur ce qui devrait être et sur ce qui peut être, travaillons d'abord à comprendre la France et son régime.

La France n'est pas le pays doux et facile qu'on se représente trop ordinairement, c'est un pays souvent âpre et toujours difficile, où certaines régions, certaines catégories sociales gardent un niveau de vie médiéval (nous voulons dire du plus pauvre moyen âge, car il eut d'étonnantes richesses). Pour plusieurs millions de Français, la vie a gardé l'âpreté des saisons et des jours. Et tout voisin, le luxe exaspérant de mobiliers fabriqués comme orfèvre-

rie, d'automobiles carrossées à quatre ou cinq exemplaires, de nourriture la plus recherchée du monde, de la mode la plus fantasque et la plus exigeante. Des techniques de laboratoire et d'industrie qui sont du XXI^e siècle et des techniques d'agriculture et d'artisanat qui sont du XIII^e. Fidélité religieuse cistercienne et audaces rationalistes tranchantes. Croit-on que ce soient là supports d'un régime politique simple et cohérent?

Analysons de plus près le régime politique et ses perpétuelles improvisations. La grande majorité des Français ont deux âmes politiques : l'une de citoyen qui conçoit que l'Etat c'est d'abord lui-même, l'autre de sujet qui considère que l'Etat c'est les autres, c'est les plus riches, ou c'est l'Administration. La première accepte quelques sacrifices, et parfois de très lourds. L'autre exige subventions et protections et se révolte de ne pas les obtenir.

Et donc le député, première assise du pouvoir, doit expliquer un peu au citoyen, mais au sujet il doit promettre. Avec le citoyen il compose un programme général, au sujet il promet son intervention personnelle. L'électeur moyen joue sur les deux tableaux. Le député aussi. Le ministre de même.

Impossible de créer des partis cohérents : multiplication des petits partis où promesses et programmes composent des ensembles discordants. Le parti n'est pas une école claire et cohérente, c'est un programme officiel et des engagements privés.

Le député est souvent un courtier (et sans doute plus souvent encore au XIX^e qu'au XX^e siècle). Comment en serait-il autrement face à un électeur à la fois épris d'égalité et de privilèges? Privilèges que l'Ancien Régime appelait « libertés ».

Quelle puissante torsion ne faut-il pas imprimer aux vocations politiques pour que, d'un électorat si complexe, sorte un gouvernement cohérent?

On nous dit de divers côtés qu'un des succès du mouvement Poujade fut, non pas d'avoir promis une réforme d'ensemble de la fiscalité, mais d'avoir obtenu pour de nombreux privilèges des remises individuelles ou corporatives. Est-ce si neuf? Et n'est-ce pas plutôt un bien si cette attitude, s'incarnant en un seul parti, ramène les autres partis à vitupérer ces méthodes?

Multiplication donc de partis complexes, moitié programme et moitié promesses. L'accession du député au gouvernement, si elle ne lui permet qu'exceptionnellement de réaliser un programme, lui permet au moins de tenir quelques promesses. D'où l'affection au moins temporaire des plus habiles pour certains ministères distributeurs bien que politiquement sans gloire.

Plus de promesses tenues, moins de risques à ne pas réaliser le programme annoncé. Le pouvoir, ainsi, règle les contradictions. Plus nombreux ceux qui y passent, plus nombreuses les contradictions effectivement résolues. Plus nombreux les gouvernements et moins risquées les réélections. Est-ce la faute du député si la France est encore à 30 % monarchique ?

La faute est de l'histoire de France.

Ou peut-être aussi à l'éducation, mais la nôtre est entravée de passé.

Elevons-nous au-dessus de ces petites explications qui sont loin de rendre compte de tout. La bonne foi des ministres faisant des entorses à leurs programmes est évidente; et leur changement est même très souvent vertu.

Rares sont les occasions où les problèmes posés au corps électoral le sont en termes clairs : républicains contre Napoléon III, partisans de la Résistance contre Vichy : l'électeur est pour ou contre. Mais, généralement, l'électeur doit répondre à une longue liste de questions composant une multitude de programmes divers, qui laisse en réalité la possibilité à de si nombreux types de regroupements que c'est l'Assemblée même qui achève les choix que le corps électoral n'a qu'à peine ébauchés.

De ce fait Assemblées et Gouvernements ne proposent pas à l'opinion publique des prises de positions simples incarnées en partis forts. Les députés les plus habiles à combiner les tendances contradictoires de l'Assemblée sont les plus proches du pouvoir, et les plus fréquemment appelés à y participer. Evidemment, ce sont aussi les moins capables d'organiser ensuite l'opinion publique selon des lignes simples. Succès gouvernemental d'un député, confusion de ses électeurs. Mais les mêmes électeurs sont flattés du succès de leur élu (voilà un « vote » qui n'a pas été

« perdu »). Le Français moyen est ainsi. Devant un ministre il redevient sujet. L'électeur peut-il encore voter le programme de son député pour qui le passage au pouvoir a comporté d'audacieuses variations? Il vote l'homme et son succès. Peut-être au prix d'un léger déplacement des voix au sein du corps électoral.

On pardonne à l'homme devenu puissant d'avoir peu tenu au programme que d'ailleurs seules des nuances séparaient de bien des programmes concurrents que l'électeur avait négligés. Certes, il arrive, sur le nombre, que des ministres soient battus — mais sur des questions de programme? L'enquête reste à faire. Qu'il y en ait eu de battus sur des promesses...

D'ailleurs, pour quelles raisons a-t-on déclaré inéligibles les anciens parlementaires favorables à l'abdication républicaine si ce n'est par crainte de voir trop vite cette abdication pardonnée par l'électeur? Lamartine, sûr de son propre succès, avait refusé d'interdire la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte, qui fut élu à écrasante majorité. Elu sur son programme? Non certes! Sur son nom.

N'y a-t-il pas pourtant plusieurs catégories d'électeurs fidèles à des programmes? Plus aux extrêmes qu'au centre, et plus à gauche qu'à droite. A droite, catholiques sont catholiques, encore sont-ils moins fidèles aux partis chrétiens, beaucoup moins qu'en Italie, Allemagne, Hollande, Belgique. Les communistes non plus ne sont pas depuis quinze ans exempts de variations face aux exigences de la marche au pouvoir.

Le cas le plus émouvant est celui des socialistes : pendant un demi-siècle ils font de l'anticapitalisme. La crise de 1930 les porte, en 1936, au pouvoir appuyé sur l'ensemble de la gauche : ils pratiquent l'orthodoxie libérale, l'orthodoxie monétaire avec un souci que rendent stupéfiant, dix ans après, les audaces du travaillisme anglais.

Ce sont les exigences du pouvoir français qui rendent confuses les consultations électorales. Notre propos était trop court pour étudier le détail de la comparaison suivante : en Angleterre, la dissolution est règle, elle intervient quand les problèmes gouvernementaux sont arrivés à un assez grand degré de simplification

(ce fut le cas de notre 16 mai 1877). Mais la dissolution de novembre 1955 fut prononcée au point de la plus haute confusion. Et elle eut pour effet de photographier le corps électoral français dans la perfection de ses divisions naturelles.

Communistes à gauche, point de surprise. A droite, l'extrême droite se trouvait vacante par le retrait du général de Gaulle. La place est largement occupée par un parti nouveau (différent du précédent). La volonté de Pierre Mendès-France de provoquer une claire division entre gauche et droite ne vaut que pour son propre parti. Se ralliant aux socialistes le leader radical réussit le Front républicain en détruisant la vocation centriste du parti radical. Vocation si naturelle, surtout au Sud de la France, que pourtant elle reparait moins d'un mois après les élections. Le regroupement modéré crée un large centre droit. Voici déjà quatre groupes. Reste l'inévitable cinquième : au centre se situent plusieurs partis de taille diverse, y compris un reste de radicaux et de républicains-sociaux, un groupe encore compact de M.R.P.

L'opposition d'une large gauche à une large droite se fût réalisée dans une majorité de Front populaire. Mais cette solution, ayant été rejetée par les leaders du Front républicain dès avant les élections, le système retourne à sa vocation centriste : si le centre, par les imprudences du M.R.P. et la volonté de coupure exprimée par Pierre Mendès-France, perd pour un temps son accoutumée présidence du gouvernement, au moins décide-t-il du choix entre les deux tendances du Front républicain et (paradoxe seulement apparent) choisit le plus à gauche, mais cheminant à droite, plutôt que le plus à droite, mais ayant couru à gauche.

Est-ce à dire que la France n'a jamais connu que ces divisions en cinq tendances et jamais de franche opposition gauche-droite? Cette franche opposition a existé : 1830, 1848, 1871, 1936, 1944. Bref, en toutes nos crises. Et comportant, à chaque passage de la droite à la gauche ou de la gauche à la droite, un changement de constitution.

Pourquoi? C'est ce qu'il nous faut étudier ici.

